



## Perspectives chinoises

2018-3 | 2018

Vingt ans après : transformations et défis de Hong Kong sous le régime chinois

---

# Le « localisme » à Hong Kong depuis la rétrocession

Une approche évènementielle

*Explaining Localism in Post-handover Hong Kong: An Eventful Approach*

**Samson Yuen et Sanho Chung**

Traducteur : Camille Liffran



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/8462>

ISSN : 1996-4609

### Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 21-32

ISSN : 1021-9013

### Référence électronique

Samson Yuen et Sanho Chung, « Le « localisme » à Hong Kong depuis la rétrocession », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2018-3 | 2018, mis en ligne le 01 août 2019, consulté le 07 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/8462>

---

# Le « localisme » à Hong Kong depuis la rétrocession

Une approche évènementielle

SAMSON YUEN ET SANHO CHUNG

**RÉSUMÉ :** Le mouvement pan-démocrate hongkongais après la rétrocession a pendant longtemps pris la forme d'une lutte intense entre le régime hybride hongkongais et la société civile pro-démocratie. Depuis le début des années 2010, une nouvelle force politique, généralement désignée sous le terme de « localiste », a fait son apparition dans le champ politique à travers une série de mouvements de protestation et d'élections. Toutefois, alors que ce mouvement émergent venait de se faire une place dans la vie politique, le régime s'est empressé de se retourner contre lui pour l'écarter du système politique. Comment expliquer les fluctuations du mouvement localiste hongkongais ? Cet article pose l'hypothèse que le localisme ne résulte pas de manière inéluctable du processus socio-politique macro-structurel mais plutôt d'une combinaison d'idées et de logiques d'action reliées de manière séquentielle les unes aux autres au fil des événements et des constructions discursives. Nous avançons l'idée que le localisme est d'abord né de l'interaction entre les contestations anti « continentalisation » (*mainlandisation*) et les discours diffusés à la fois sur Internet et dans les sphères intellectuelles, et qu'il est officiellement apparu sur la scène politique après le Mouvement des parapluies. Malgré leur ascension fulgurante, les actions militantes localistes ont fourni l'occasion au régime hybride de marginaliser cette force émergente à travers une répression judiciaire et extrajudiciaire, ce qui a en retour produit une « structure de contestation divisée » (*divided structure of contestation*) au sein de l'opposition.

**MOTS-CLÉS :** localisme, Hong Kong, démocratisation, Chine, manifestations, régime hybride, société civile.

## Introduction

Après la rétrocession, le mouvement pan-démocrate hongkongais a longtemps pris la forme d'une lutte féroce entre deux forces opposées : d'une part, le régime hybride soutenu par un dense réseau d'élites locales du monde des affaires et par son autoritaire tuteur, à savoir la République populaire de Chine (Case 2008 ; Fong 2013) ; et d'autre part, un réseau peu structuré de partis et de groupes civiques pan-démocrates qui défendent des réformes constitutionnelles, scrutent le régime et se mobilisent à des moments critiques pour entraver des projets gouvernementaux impopulaires (Ma 2005 ; Cheng 2016). Néanmoins, depuis le début des années 2010, une nouvelle force politique, généralement appelée les « localistes » (*bentupai* 本土派), est apparue dans la sphère politique. Les localistes ont fait entendre leurs voix via une série de manifestations anti-continentalisation pour défendre l'autonomie, la culture et les intérêts locaux contre ce qu'ils considéraient comme une tendance inexorable à la « continentalisation ». À la suite du Mouvement des parapluies de 2014, les localistes ont fondé des partis politiques et remporté un nombre considérable de sièges aux élections des conseils de districts de 2015 et du Conseil législatif de 2016. Toutefois, à peine s'étaient-ils installés dans le paysage politique que le régime hybride s'est empressé de réprimer ce nouveau mouvement en lui imposant des mesures drastiques visant à le maintenir à l'écart du système politique. Outre la disqualification de candidats localistes et l'interdiction de se présenter aux élections, un contre-mouvement en pleine expansion a été lancé par les groupes pro-régime pour contrer les localistes.

Comment expliquer les fluctuations du mouvement localiste hongkongais<sup>(1)</sup> ? Pourquoi les localistes ont-ils connu cet essor après le Mouvement des parapluies avant de se retrouver aussitôt marginalisés ? Dans cet article, nous considérons que le localisme ne résulte pas de manière inéluctable du processus socio-politique macro-structurel mais plutôt d'une combinaison d'idées et de logiques d'action reliées de manière séquentielle les unes aux autres au fil des événements et des constructions discursives. En adoptant la perspective évènementielle de Sewell, nous avançons que le localisme est d'abord né de l'interaction entre les contestations anti « continentalisation » (*mainlandisation*) et les discours diffusés à la fois sur Internet et dans les sphères intellectuelles, et qu'il est officiellement apparu sur la scène politique après le Mouvement des parapluies. Malgré leur ascension fulgurante, les actions militantes localistes ont fourni l'occasion au régime hybride de marginaliser cette nouvelle force à travers une répression judiciaire et extrajudiciaire, ce qui a en retour produit une « structure de contestation divisée » (*divided structure of contestation*) au sein de l'opposition (Lust-Okar 2005). L'approche évènementielle nous permettra non seulement de comprendre les origines du mouvement localiste mais également sa complexité et ses limites. Elle montrera que le localisme ne peut être uniquement compris comme une force singulière ou inexorable.

## Le mouvement localiste hongkongais

Tandis que de nombreuses études sur la politique hongkongaise se sont penchées sur la discorde entre le régime et les forces pan-démocrates, des

1. Les termes « mouvement localiste » et « localisme » sont utilisés de manière interchangeable dans cet article.

travaux récents ont commencé à mettre en lumière l'essor du mouvement localiste. Deux perspectives analytiques peuvent être distinguées à partir de ces travaux. La première tend à analyser le mouvement localiste à l'aune d'une approche structurelle et l'interprète comme un résultat de l'évolution politique et socio-économique de Hong Kong et de sa relation avec la Chine continentale. Kwong Ying-ho attribue l'essor du localisme à la « lassitude transitionnelle » (*transition fatigue*) du mouvement pan-démocrate et à une intégration plus profonde de Hong Kong à la Chine continentale (Kwong 2016). Si Kaeding reconnaît aussi le rôle crucial du « facteur Chine » dans ce processus, il insiste également sur les mesures drastiques adoptées par l'administration Leung qui ont rencontré une résistance politique, en particulier parmi la jeune génération soucieuse de défendre l'identité et les intérêts locaux (Kaeding 2017). Ce dernier point fait écho aux observations faites par Chan Che-Po sur le mouvement étudiant hongkongais après le Mouvement des parapluies (Chan 2016). Sans récuser le rôle du « facteur Chine », Chan Chi-kit estime que les problèmes socio-économiques ont également contribué à l'essor du localisme. En analysant le discours localiste dans les médias à travers le prisme de la « structure des opportunités discursives » (*discursive opportunity structure*), Chan propose un cadre d'interprétation plus large permettant d'aller au-delà des facteurs politiques (Chan 2017).

Une autre perspective analyse l'essor du localisme à la lumière des évolutions du nationalisme ou de celles relatives à l'identification nationale, dont le travail de Fong fournit un exemple éclairant. Ce dernier analyse le localisme comme la manifestation d'un nationalisme périphérique qui vise à résister à l'intégration de Hong Kong par le gouvernement chinois et au nationalisme d'État (Fong 2017). De la même manière, à partir de sondages sur l'identification nationale, Yew et Kwong mettent en avant le développement de l'identité hongkongaise comme moteur fondamental du localisme. Selon eux, cette tendance au renforcement de l'identité locale est historiquement ancrée dans les valeurs et les normes produites par le développement de la société depuis les années 1970. Elle est désormais favorisée par l'intégration économique rapide à la Chine continentale et l'approche interventionniste de Pékin. Tout en prenant en compte cette évolution en termes d'identification, Veg développe quant à lui un modèle théorique plus complexe pour comprendre la nature des changements identitaires, et ce à travers deux aspects : le cadre de l'identification (local par opposition à pro-chinois) et le mode d'identification (ethnoculturel ou civique). À partir d'observations de plusieurs manifestations, Veg fait remarquer que l'identification de la société civile à une communauté démocratique locale tend à devenir de plus en plus inconciliable avec l'identité ethnoculturelle promue par le gouvernement de Pékin (Veg 2017).

Ces deux perspectives ont sans nul doute permis une meilleure compréhension des ressorts fondamentaux de l'émergence du mouvement localiste. Ces travaux ont toutefois tendance à analyser le localisme comme une évolution structurelle qui résulterait de manière réactive des transformations politiques et socio-économiques. Prenons l'exemple des travaux de Fong : en dépit de la recherche exhaustive sur laquelle ils reposent, l'étude définit le mouvement localiste comme une forme de nationalisme périphérique né en réaction au nationalisme d'État chinois. Si nous ne rejetons pas fondamentalement une telle analyse, nous estimons néanmoins qu'elle risque de minimiser le rôle de l'« *agency* » dans le processus, à savoir la manière dont les différents acteurs politiques et sociaux, dont des activistes, des intellectuels, des politiciens, des citoyens, des leaders d'opinion sur Internet et des acteurs étatiques, façonnent et redéfinissent le localisme de

manière contingente et non linéaire. Les facteurs structurels sont sans nul doute toujours pertinents pour expliquer l'essor du localisme, mais il convient d'accorder davantage d'importance au rôle de l'*agency* afin de comprendre, au-delà de la dynamique structurelle, la situation actuelle du mouvement localiste ainsi que les raisons de l'expansion et du déclin du mouvement en termes de pouvoir politique et de force de mobilisation. Il convient donc de faire appel à un cadre d'analyse alternatif permettant d'expliquer non seulement l'émergence du mouvement localiste mais également ses vicissitudes.

La « sociologie événementielle » (*eventful sociology*) de William Sewell peut offrir un cadre d'analyse utile à cet égard. En prenant en compte le rôle des événements historiques dans la transformation des structures sociales, Sewell invoque une conception événementielle de la temporalité pour s'intéresser à la manière dont les événements façonnent et redéfinissent les actions humaines ainsi que les significations qui leur sont conférées à travers l'espace et le temps. Sewell définit de manière vague les événements comme « une série ramifiée d'occurrences reconnue comme notable par les contemporains et qui aboutit à une transformation durable des structures » (Sewell 2005 : 228). À la différence de ce qu'il identifie comme la temporalité téléologique et expérimentale, la temporalité événementielle implique que les relations sociales soient caractérisées par une « dépendance au sentier [*path dependency*], des causalités hétérogènes dans le temps et une contingence globale » (Sewell 2005 : 102). Cela signifie que même si les événements sont souvent « dépendants du sentier » (*path dependent*) et constituent des occurrences contingentes qui reproduisent généralement la structure sociale sous-jacente, ils peuvent parfois transformer la structure en réorganisant les relations sociales et en modifiant les catégories culturelles qui façonnent et circonscrivent les actions humaines. Selon les conclusions de Sewell, les processus sociaux sont « intrinsèquement contingents, discontinus et ouverts » (Sewell 2005 : 110). En mettant l'accent sur la force disruptive des événements et le rôle d'un large éventail d'acteurs politiques, l'approche événementielle est donc plus à même de rendre compte de manière nuancée des évolutions sociopolitiques. Elle permettra dans le cas qui nous intéresse de mettre en lumière la manière dont le mouvement localiste hongkongais est constitué et défini à travers les mouvements de protestation, les discours publics et les actions du régime.

## Méthodologie

Cet article adopte une méthode mixte pour comprendre l'évolution événementielle du mouvement localiste de Hong Kong. Nous avons tout d'abord effectué une recherche inductive dans *Wisewnews*, une base de données en ligne de journaux en version intégrale, sur tous les types d'événements contestataires survenus à Hong Kong entre 2008 et 2017. Pour s'assurer de l'exhaustivité de la recherche tout en évitant de trier un nombre démesuré de données, nous avons limité notre recherche à deux journaux, le *Ming Pao*, un journal au large lectorat qui revendique sa neutralité politique, et le *Wenweipo*, un journal officiel pro-Pékin<sup>(2)</sup>. Les résultats de cette

2. Nous avons sélectionné ces deux journaux dans le but de répertorier les manifestations localistes et les contre-mobilisations organisées par le camp pro-Pékin. La plupart des manifestations localistes semblent avoir surtout été rapportées par le *Ming Pao*, même si des récents changements au sein de son comité éditorial ont suscité des inquiétudes quant à ses tendances pro-Pékin. La plupart des contre-mobilisations pro-Pékin ont quant à elles été surtout documentées par le journal officiel *Wenweipo*. Nous n'avons pas choisi de journal pro-démocratie dans la mesure où notre objectif était surtout de consigner les événements plutôt que d'analyser la manière dont les différents journaux les avaient rapportés.

recherche nous ont permis d'identifier 31 manifestations revendiquant la protection de l'identité, des ressources et des intérêts locaux. Sur cette base, ainsi que d'autres publications sur le sujet, nous avons ensuite retracé l'essor et l'évolution du mouvement localiste à travers certaines manifestations. Outre les manifestations localistes, nous avons également identifié 186 contre-manifestations organisées par des organisations pro-régime, dont 31 prenaient pour cible les manifestations localistes ; le but étant de comprendre comment l'État réagissait au mouvement. Dans un second temps, nous avons mené entre mars et juillet 2017 des entretiens semi-directifs avec sept militants localistes afin d'avoir un point de vue interne sur leurs activités. Parmi les personnes interrogées figurent des responsables d'organisations locales (n = 2), des membres principaux de ces organisations (n = 2), des leaders d'opinion sur les réseaux sociaux (n = 2) et un participant assidu de manifestations localistes (n = 1). Les questions de l'entretien portaient notamment sur les motivations qui les avaient poussés à rejoindre le bloc localiste ; leurs différences avec les activistes pan-démocrates traditionnels, leur manière de participer à la vie politique et leur perception de l'avenir du localisme.

### **L'essor évènementiel du localisme**

Depuis le rassemblement du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au cours duquel un demi-million de citoyens avaient manifesté pour protester contre une législation en préparation sur la sécurité nationale, les manifestations de masse sont devenues indissociables de l'évolution politique de Hong Kong depuis la rétrocession. Si ces manifestations ont été motivées par un large éventail de questions allant de la préservation du patrimoine aux questions de redevance audiovisuelle, un bon nombre d'entre elles avaient pour motivations sous-jacentes une volonté de protéger les libertés publiques de la ville alors en régression et une aspiration à libéraliser le système politique partiellement démocratique (Ma 2005). Ces manifestations se voulaient, selon le principe fixé, « pacifiques, rationnelles, non violentes et respectueuses », leur objectif étant d'obtenir des concessions politiques des autorités à travers une forte mobilisation plutôt qu'en générant le chaos (Cheng 2016). Toutefois, à partir de 2011, une nouvelle forme de protestation est apparue. Plutôt que de se mobiliser sur les questions liées aux libertés individuelles, à la réforme politique ou au réaménagement urbain, ces nouvelles manifestations se sont focalisées sur les problèmes de moyens de subsistance posés par les interactions croissantes entre Hong Kong et la Chine continentale. Les manifestants se rassemblaient pour défendre l'accès aux produits de première nécessité, tels que le lait en poudre et les lits d'hôpitaux, qui se retrouvaient, selon eux, régulièrement en situation de pénurie du fait de l'afflux de touristes et de migrants du continent. Des répertoires de confrontation plus conflictuels, qui ont remis en question les normes conventionnelles de protestation liées au civisme et à l'ordre, ont également commencé à émerger.

Les dissensions se sont d'abord manifestées autour de la question brûlante du « tourisme maternel » (*birth tourism*). Suite à la décision du tribunal de dernière instance de 2001 qui a permis aux citoyens chinois nés à Hong Kong de jouir du droit de résidence, Hong Kong a vu un afflux de femmes enceintes venues de Chine continentale pour donner naissance à leurs enfants, surnommés « bébés ancrés » (*anchor babies*). En 2010, par exemple, les naissances de bébés nés à Hong Kong de mères du continent étaient au nombre de 32 000, soit environ 40 % de toutes les naissances<sup>(3)</sup>. Les craintes quant aux pénuries de ressources hospitalières causées par le tourisme ma-

ternel ont alimenté les critiques contre ces femmes. Les tensions ont commencé à voir le jour sur Internet en avril 2011. Les internautes du Golden Forum, un forum populaire de discussion sur Internet, ont organisé une « cyber-attaque » par messages spams de contestation contre un forum Internet du continent appelé « Collectif pour les accouchements à Hong Kong ». Certains internautes se sont ensuite tournés vers Facebook et ont créé une page intitulée « Contre les femmes enceintes de Chine continentale qui accouchent à Hong Kong ! Présentons 100 000 "likes" au gouvernement ». Un manifeste véhément y a été publié :

Donner naissance est le plus grand des bonheurs dans la vie. C'est aussi le devoir naturel des femmes et leur fierté. Cependant, qu'il s'agisse des politiciens hongkongais défenseurs des sauterelles, des pseudo travailleurs sociaux, des avocats véreux, des intermédiaires et des hôpitaux cupides ou des ministres médiocres du gouvernement, ils ne s'intéressent tous qu'à leurs propres intérêts et trahissent les femmes locales depuis longtemps. [...] Nous sommes un groupe de citoyens hongkongais qui ne participent pas aux luttes politiques et factionnelles. Nous sommes un mouvement totalement spontané dont l'objectif principal est de défendre les femmes enceintes locales et leurs bébés<sup>(4)</sup>.

Le mécontentement s'est rapidement répandu dans les rues. À partir de fin 2011, des manifestations contre le tourisme maternel ont éclaté de manière continue, avec un nombre de participants variant entre quelques centaines et des milliers. Les internautes, dont beaucoup étaient de jeunes parents, ont même commencé à collecter des fonds pour leurs campagnes via des forums Internet – le Golden Forum et Baby Kingdom, une communauté virtuelle de parents – pour diffuser une page complète de publicité en couleur dans les journaux locaux. Accompagnée du titre « Hongkongais, ça suffit ! », la publicité, publiée le 1<sup>er</sup> février 2012, commence par demander de manière rhétorique si les citoyens sont prêts à dépenser un million de dollars hongkongais toutes les 18 minutes pour élever un enfant du continent. La publicité, au ton ouvertement xénophobe, exhorte le gouvernement à réviser l'article 24 de la loi fondamentale et à empêcher les femmes enceintes du continent de se rendre à Hong Kong. À l'arrière-plan de la publicité figure une image de sauterelle se tenant au sommet du Lion Rock, une montagne souvent évoquée pour symboliser l'esprit travailleur des citoyens hongkongais. Avant cette publicité, le terme de « sauterelle » avait été utilisé pendant un certain temps comme une insulte dans les forums en ligne pour critiquer les Continentaux accusés d'envahir la ville et d'épuiser ses ressources. Il est également devenu au début de 2011 le sujet d'une chanson parodique intitulée « Sauterelles partout » qui est devenue très populaire sur Internet. Mais c'est cette publicité qui a propulsé le terme au centre de l'attention publique. En dépit des critiques formulées contre son caractère offensant et discriminatoire, la publicité xénophobe a rencontré un écho auprès de ceux qui s'étaient indignés de la situation. Elle a également été perçue comme une manière de contrer les déclarations faites auparavant par le professeur Kong Qingdong de l'Université de Pékin qui avait qualifié

3. « Chinese "Birth Tourists" to Hong Kong Double », *The Telegraph*, 9 février 2012, <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/hongkong/9072457/Chinese-birth-tourists-to-Hong-Kong-double.html> (consulté le 26 avril 2018).

4. Page Facebook « Contre les femmes enceintes de Chine continentale qui accouchent à Hong Kong ! Présentons 100 000 "likes" au gouvernement », <https://www.facebook.com/itsimetosayno/> (consulté le 27 avril 2018).

les Hongkongais de « bâtards » et de « chiens de course du gouvernement britannique »<sup>(5)</sup>.

Le mécontentement s'est étendu à un problème connexe, à savoir le nombre croissant de touristes du continent en visite à Hong Kong. Après l'introduction en 2003 du Programme de visites individuelles, qui constituait un volet de l'Accord de partenariat économique renforcé (*Closer Economic Partnership Arrangement*, CEPA) pour stimuler le tourisme local, le nombre de touristes du continent s'est accru de manière exponentielle. Le plan de libéralisation a non seulement entraîné un engorgement des transports publics et des zones commerciales, mais a également modifié le paysage commercial de Hong Kong dans la mesure où des bijouteries et des pharmacies destinées principalement à la clientèle continentale ont commencé à se multiplier dans les zones urbaines. Un incident à la boutique phare de Dolce & Gabbana (D & G) a cristallisé le mécontentement grandissant. Début janvier 2012, en réaction à des témoignages rapportant qu'un vigile de la boutique avait empêché un photographe de prendre des photos du magasin en déclarant que seuls les Continentaux étaient autorisés à le faire, plusieurs rassemblements, de quelques centaines à plus d'un millier de personnes, se sont tenus devant le magasin. Face à cette colère bouillonnante, la marque de mode italienne a finalement été contrainte de présenter des excuses officielles dans le but d'apaiser l'indignation publique.

L'incident de l'interdiction des photographies a renforcé le sentiment anti-« continentalisation » et a attiré l'attention sur le problème du commerce parallèle. Avec l'élévation croissante du pouvoir d'achat des Continentaux et la demande grandissante pour des produits de qualité, les revendeurs des circuits parallèles, dont certains viennent du continent et mettent à profit leur visa à entrées multiples (les autres étant des locaux), y trouve l'occasion de faire de la contrebande transfrontalière de produits très demandés comme les couches et les préparations pour nourrissons. Ces activités ont provoqué des pénuries d'articles ménagers dans de nombreuses localités à la frontière de Shenzhen dans le district Nord, et ont aggravé l'engorgement des rues et des transports publics. Encouragés par le dernier succès de la manifestation D & G, les internautes ont à nouveau appelé à manifester via Facebook et les forums en ligne. À la mi-septembre 2012, des centaines de manifestants, dont beaucoup portaient des masques pour dissimuler leur identité<sup>(6)</sup>, se sont rassemblés pendant plusieurs jours autour de la station de métro Sheung Shui. Ils insultaient les commerçants parallèles, les traitant de « sauterelle » et de « chee-na », un terme méprisant, généralement utilisé par les Japonais pendant la Seconde guerre mondiale, pour faire référence à la Chine. Ces manifestations, réunies sous la bannière « Libérons Sheung Shui », se sont accompagnées de violents affrontements physiques entre les manifestants et ceux qu'ils croyaient être, d'après leur apparence, des revendeurs illégaux, ce qui relevait en partie d'une stratégie visant à attirer l'attention publique et à obliger les autorités à prendre des mesures.

Certains internautes sont sortis de la sphère virtuelle pour créer un groupe de plaidoyer, le « Groupe de vigilance sur les importations parallèles du district Nord » (*North District Parallel Imports Concern Group*), permettant de coordonner les actions. Des manifestations se sont poursuivies par intermittences jusqu'au début 2013, contraignant les autorités ferroviaires à imposer des restrictions sur les bagages à main dans les trains et poussant le gouvernement à imposer un quota de deux boîtes sur les préparations pour nourrissons. Si le problème du commerce parallèle s'est temporairement apaisé, le sentiment anti-continentalisation n'a cessé de s'intensifier au cours des mois suivants. De nombreux groupes, dont beaucoup sont d'abord apparus sur Internet, se sont constitués avec un programme anti-continentalisation

et l'objectif de protéger la culture et les intérêts locaux. Début 2014, certains de ces groupes ont formé une coalition spéciale sous le mot d'ordre « anti-continentalisation et anti-colonisation ». Après s'être mobilisée pour un rassemblement lors du Nouvel An 2014, la coalition, menée par Leung Kam Sing, un des fondateurs du « Groupe de vigilance sur les importations parallèles du district Nord », a organisé une manifestation début février sur Canton Road à Tsim Sha Tsui pour « expulser les sauterelles ». Des échauffourées ont éclaté lorsque les manifestants ont brandi leurs slogans et ont insulté les acheteurs continentaux, de même lorsqu'ils se sont affrontés avec les groupes de contre-manifestants pro-Pékin.

Comme le montre le graphique 1, le nombre croissant des manifestations anti-continentalisation est symptomatique de l'intensification des interactions socio-économiques entre Hong Kong et la Chine continentale. Si les deux économies étaient déjà intimement liées bien avant la rétrocession, le processus d'intégration s'est accéléré à partir de 2008, après que la Chine a rejoint l'Organisation mondiale du commerce et s'apprêtait à accéder au statut de puissance économique mondiale. L'augmentation du pouvoir d'achat des citoyens chinois a entraîné une frénésie de dépenses pour des produits allant des biens de grande consommation à des produits de luxe en passant par des propriétés à l'étranger. L'économie hongkongaise a sans aucun doute bénéficié de l'afflux croissant de Continentaux permis par la proximité géographique de la ville, mais, l'augmentation des flux de capitaux et de population a également eu un impact négatif sur les moyens de subsistance des locaux, en témoigne le problème du tourisme et du commerce parallèle que le gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong (RAS) n'est pas parvenu à régler.

Le fait que ces sentiments anti-continentalisation aient été formulés comme un problème de concurrence pour les ressources et non comme des préoccupations plus explicitement politiques constitue un élément important. Les manifestations précédentes n'avaient pas directement abordé ces problèmes et ne s'étaient pas non plus sérieusement interrogées sur la manière de faire face à la montée en puissance politique et économique de la Chine. Même si certaines contestations comme le mouvement contre la liaison ferroviaire express ont abordé la question de l'intégration transfrontalière, l'accent a davantage été mis sur des questions abstraites comme le réaménagement urbain que sur les dimensions concrètes de la vie quotidienne des citoyens. C'est en partie parce qu'elles faisaient directement écho à ces préoccupations liées à la vie quotidienne que les manifestations anti-continentalisation ont gagné si rapidement du terrain après leur émergence. Si ces inquiétudes étaient réelles, il convient toutefois de préciser qu'elles étaient parfois exagérées et amplifiées par les acteurs politiques pour attirer l'attention de la société et des médias. Comme l'a déclaré lors d'une interview à la radio Leung Kam Shing, responsable du Groupe de vigilance sur les importations parallèles du district Nord, « nous avons épuisé l'ensemble des options les plus modérées que l'on puisse imaginer ; nous avons donc organisé ce type de manifestations, plus directes et radicales, afin d'interpeller le gouvernement »<sup>(7)</sup>. En participant à ces actions, les manifestants se sont li-

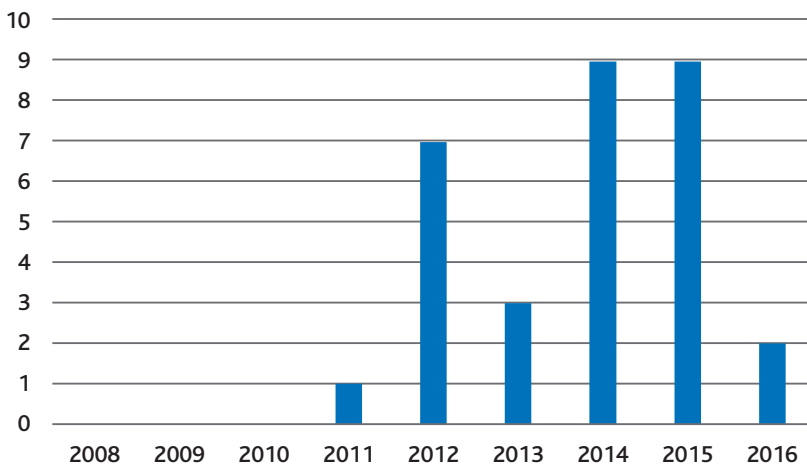
5. « HK People Labelled as Dogs by Mainlander », *South China Morning Post*, 21 janvier 2012.

6. L'une des personnes interrogées, qui participe régulièrement à des manifestations localistes, a déclaré que le port de masques était une façon d'anticiper des actions contestataires plus conflictuelles dans la mesure où il permet de ne pas être reconnu par la police sur la base de photos ou de vidéos de la manifestation. Entretien avec Freddie Wong, réalisé dans un café à Hong Kong, 5 avril 2017.

7. D100 radio program, 7 mars 2015, <https://www.d100.net/%E3%80%8A%E7%B6%AD%E5%A4%9A%E5%88%A9%E4%BA%9E%E8%AC%9B%E5%85%89%E5%BE%A9%E8%A1%8C%E5%8B%95%E3%80%8B-%E4%B8%BB%E6%8C%81-%E6%9E%97%E9%9D%9E%E3%80%81%E5%80%A8%E7%B8%BA-%E3%80%81/> (consulté le 10 mai 2018).



## Graphique 1 – Nombre de manifestations « anti-continentalisation » entre 2009 et 2016



Notes : Les manifestations anti-continentalisation désignent les rassemblements et les manifestations sur les questions relatives à l'immigration, aux « bébés ancres », au lait en poudre, au commerce parallèle et au tourisme.

Source : Wisenews.

vrés à ce que Ip appelle des « pratiques productrices de frontières » (*boundary-making practices*) qui définissent des cibles spécifiques (Ip 2015), à savoir les femmes enceintes, les revendeurs parallèles et les clients, à travers lesquelles ils se sont constitués en sujets politiques face à ce qu'ils considéraient comme les conséquences de l'expansion de la présence économique et de la puissance chinoises. De manière plus fondamentale, les manifestations ont contribué à former un réseau lâche de militants et de partisans réunis autour de la protection des intérêts de la population locale et de l'autonomie face à l'influence grandissante de la Chine, mot d'ordre qui aurait été réactivé après le Mouvement des parapluies. L'un des responsables du Parti national hongkongais, un parti localiste formé en 2016, a déclaré que sans avoir participé aux manifestations, il avait été fortement impressionné par l'idée de protection des intérêts locaux promue par les manifestants<sup>(8)</sup>.

Ces manifestations ont également mis au jour de nouveaux répertoires et logiques d'organisation. Contrairement aux manifestations précédentes organisées généralement par les partis politiques pan-démocrates traditionnels et des groupes civiques, ces mobilisations ont été initiées et coordonnées via des plateformes virtuelles, à savoir Facebook et des forums de discussion en ligne, par des internautes avec peu ou pas du tout d'expérience en politique et soucieux de protéger leur anonymat. Impulsées par les réseaux sociaux, sans leadership centralisé, ces auto-mobilisations citoyennes (Lee 2015) sont comparables à ce que Bennett et Segerberg appellent des « actions connectives impulsées par la foule » (*crowd-enabled connective actions*), terme invoqué lorsque des manifestants se rassemblent dans des espaces physiques par l'intermédiaire de réseaux virtuels et agissent en fonction de cadres d'action individualisés plutôt que collectifs (Bennett et Segerberg 2013). Leurs répertoires se distinguent également des protestations précédentes. Faisant fi de l'esprit de contestation pacifique et non-violent qui a longtemps caractérisé l'activisme politique de la ville (Ku 2004 ; Cheng 2016), les manifestants ont fait appel à des tactiques militantes et conflictuelles pour parvenir à leurs fins. Si leur objectif était de faire pression pour faire évoluer certaines politiques gouvernementales, la contestation ne visait pas tant les autorités mais plutôt des groupes spécifiques de personnes. En tant que telles, ces manifestations locales se distinguaient de ce que Ma Ngok appelle « la société civile en défense » (*civil society in defense*) pour

se référer aux rassemblements de citoyens qui défendent les droits civiques et politiques et s'opposent aux poussées autoritaires (Ma 2005). Ces mobilisations conservaient leur caractère défensif dans la mesure où leur objectif était de préserver le *statu quo*, mais elles reposaient sur la conviction que les actions militantes et agressives étaient plus efficaces pour résister aux évolutions politiques et sociales et les inverser.

### Une bataille à double front

Si cette série de manifestations anti-continentalisation a donné naissance à une communauté lâche de militants et de partisans partageant les mêmes idées, le localisme n'avait pas encore été défini et articulé comme discours politique. Une manière pour les activistes localistes de créer un nouvel es-

pace discursif dans la sphère politique consiste à se différencier des partis et groupes pan-démocrates. Par conséquent, plutôt que de s'allier avec les démocrates traditionnels, les localistes les ont considérés comme des concurrents, arguant que le mouvement pour la démocratie stagnait à cause de leur domination sur l'opposition politique. Un nouveau front a donc été lancé contre le camp pan-démocrate, et la lutte de pouvoir à laquelle il a donné lieu s'illustre dans la construction discursive du terme « gauchiste » (*zuojiao* 左膠). Ce terme a été initialement introduit par un commentateur politique, Kay Lam, pour se référer aux militants démocrates qui défendaient les migrants chinois au nom de leurs valeurs libérales et cosmopolites<sup>(9)</sup>. Il a par la suite gagné du terrain dans les forums en ligne et les réseaux sociaux lors des manifestations anti-continentalisation au cours desquelles des « gauchistes » ont été pris pour cibles et accusés d'être « complices » de l'afflux grandissant de Continentaux.

L'usage de l'expression « gauchiste » n'est pas uniquement devenu une arme discursive aux mains des localistes pour renforcer leur influence politique, il s'est également élargi pour évoquer un plus grand éventail de comportements. La veillée aux chandelles du 4 juin au Victoria Park, qui réunit chaque année des centaines de milliers de citoyens pour commémorer les morts des événements de Tiananmen de 1989, est devenue la cible des localistes. Ces derniers ont reproché aux organisateurs, c'est-à-dire l'Alliance hongkongaise de soutien aux mouvements démocratiques et patriotiques de Chine (*Hong Kong Alliance in Support of Patriotic Democratic Movements of China*, ci-après « l'Alliance »), de profiter de la veillée pour recueillir des votes et faire la promotion d'une identité pan-chinoise. D'après les localistes, ce dernier élément trouve son illustration dans la thématique choisie pour la veillée aux chandelles de 2013 dont un des slogans était « Aimez le pays, aimez le peuple » (*aiguo aimin* 愛國愛民). Les responsables et les participants, accusés de faire passer l'objectif de démocratisation de la Chine avant celui de démocratie locale et de protection des intérêts locaux, se sont fait qualifier d'« idiots pan-chinois » (*dazhonghuajiao* 大中華膠), une variante de « gauchiste ». Ce point

8. Entretien avec Jason Chow, réalisé dans un café à Hong Kong, 2 mars 2017.

9. « 立法禁止除褲放屁 » (*Li fa jin zhi chu ku fang pi*, Il est interdit par la loi de chercher midi à quatorze heures) *PlasticHK*, 13 janvier 2009, [http://plastichk.blogspot.hk/2009/01/blog-post\\_1734.html](http://plastichk.blogspot.hk/2009/01/blog-post_1734.html) (consulté le 27 avril 2018).

de vue a été soutenu avec vigueur par Chin Wan, un universitaire considéré par beaucoup comme le chantre du localisme. Après la veillée de 2013, Chin avait écrit le message suivant sur sa page Facebook :

Hong Kong ne peut pas être sauvée. Cela n'est pas de la faute du Parti communiste chinois, mais de celle des démocrates et de l'Alliance qui l'ont prise en otage. L'Alliance a pris en otage la conscience de la population hongkongaise. Des gens s'agenouillent et prient chaque année au pied de son autel maléfique. Alors qu'il y a des personnes vertueuses qui s'engagent à boycotter l'Alliance et à briser cet autel pour les libérer, eux préfèrent rester auprès de leurs ravisseurs en jurant contre leurs libérateurs et en leur résistant<sup>(10)</sup>.

D'après Chin, la propension des démocrates traditionnels à lutter pour la démocratisation de la Chine est liée à leur idéologie nationaliste chinoise, ce qui expliquerait également leur réticence à défendre la frontière entre Hong Kong et le continent. Dans son influent ouvrage intitulé *Hong Kong comme cité-État*, qui est devenu un « manifeste » du localisme, Chin avance l'idée d'une cité-État comme entité politique autonome et indépendante qui servirait au mieux les intérêts de Hong Kong (Chin 2013). Chin estime que Hong Kong a en fait été administrée *de facto* comme une cité-État sous le régime colonial britannique et pendant les premières années après la rétrocession. Mais cet état de fait s'est dégradé après 2003 avec l'afflux de migrants et de touristes du continent venu menacer les institutions locales et les coutumes sociales. Selon Chin, l'argument selon lequel la démocratisation de la Chine apporterait la démocratie à Hong Kong est fondé sur un raisonnement erroné. Même si la Chine se démocratise, affirme-t-il, l'absence de culture traditionnelle et de confiance sociale, détruites sous le régime communiste, donnerait lieu à une sorte de politique fasciste qui subordonnerait Hong Kong dans le cadre d'un contrôle centralisé (Chin 2013 : 51-2). Dans cette perspective, la meilleure solution pour défendre l'autonomie de la cité-État hongkongaise est de donner la « priorité à Hong Kong » et de se battre pour l'établissement d'une frontière nette avec le continent. C'est de cette manière que la culture traditionnelle chinoise et le cantonnais pourront être préservés et qu'une véritable démocratie pourra être installée.

Si les théories audacieuses de Chin ne semblent pas avoir bénéficié d'un large soutien, ses critiques sévères sur la veillée aux chandelles du 4 juin ont rencontré un écho certain. Des groupes localistes ont ainsi commencé à organiser des commémorations parallèles dans d'autres lieux. En 2013, des internautes ont mis sur pied une nouvelle veillée devant le centre culturel de Tsim Sha Tsui. L'année suivante, l'Union des étudiants de l'Université de Hong Kong a lancé une veillée parallèle qui aurait réuni 1 000 personnes au sein du campus. En reprenant un vieux mot d'ordre de l'Alliance selon lequel l'avènement d'une Chine démocratique ne relève pas de la responsabilité des Hongkongais, ces veillées parallèles se sont débarrassées des rituels observés lors des cérémonies du Victoria Park, notamment les chants, les symboles et les références pouvant faire résonnance avec les sentiments nationalistes chinois. Les organisateurs pensaient que la commémoration devait être fondée sur des valeurs universelles (comme les droits de l'homme) plutôt que sur des valeurs patriotiques ou nationalistes et qu'elle devait se concentrer sur la signification locale du 4 juin. Sous la pression grandissante des groupes localistes, l'Alliance a finalement abandonné en 2013 le slogan « Aimez le pays, aimez le peuple ». Le style de la veillée a également été changé pour attirer un public plus jeune, notamment à travers la présence de jeunes intervenants.

En plus de désigner les défenseurs du nationalisme chinois, le terme « gauchistes » a également été utilisé par les localistes pour attaquer les militants sociaux qui avait une approche contestataire plus modérée et dont l'attitude envers les Chinois du continent était plus tolérante. Ils avaient plus particulièrement pris pour cible les initiateurs d'une série de campagnes pour la protection du patrimoine entre 2005 et 2007 et, plus tard, du mouvement contre la liaison ferroviaire express (*Express Rail-link*). Cette génération de localistes, mobilisée sous la bannière des « jeunes nés après 1980 » et qui avait formé des groupes comme Local Action, a été l'une des premières à attirer l'attention sur la question de la conscience locale. En adoptant la ligne des démocrates traditionnels tout en se différenciant d'eux, les « jeunes nés après 1980 » ont invoqué la nécessité d'adopter une nouvelle façon de réformer la structure politique établie en se concentrant sur une série de questions situées hors du champ de la réforme constitutionnelle (Lam-Knott 2018). Néanmoins, leur orientation libérale est également devenue l'objet de critiques de la part des localistes. Ces militants, qui désapprouvaient les attitudes anti-immigration des localistes et leurs actions xénophobes lors des manifestations anti-continentalisation, ont été qualifiés de « gauchistes » incapables de protéger les intérêts locaux et de se défendre face à Pékin. Ils ont également été accusés d'avoir gâché et entravé les manifestations, et donc d'avoir conduit ces dernières à l'échec. Ce type de critiques a fait son apparition à l'occasion du mouvement contre l'éducation nationale de 2012, lorsque les leaders de la contestation ont été accusés de se retirer au moment où le gouvernement offrait des concessions. Shandia, une participante qui est devenue une activiste localiste et une contributrice régulière pour les médias, a rappelé à quel point elle s'était sentie déçue par les responsables du mouvement à cette époque, ce qui l'a rendue sceptique envers les manifestations pacifiques et non violentes<sup>(11)</sup>.

Le combat des localistes contre ce qu'ils qualifiaient de « gauchiste » a gagné en visibilité lors du Mouvement des parapluies de 2014, lorsque différents camps de manifestants se sont distingués en réaction à l'usage répressif des gaz lacrymogènes par la police. Dès le début, le camp de Mongkok, qui réunissait des manifestants aux orientations militantes et localistes, condamnaient ouvertement les « gauchistes ». Des affiches collées sur les lampadaires et les trottoirs autour du camp exhortaient les manifestants à « se méfier des gauchistes » et mentionnaient les noms de militants « gauchistes » influents. Ces tensions ont été aggravées par les dynamiques propres au camp de Mongkok. Les manifestants défendant le camp contre l'incursion de voyous, de contre-manifestants et de policiers, ces actions militantes leur ont donné une légitimité pour faire du camp de Mongkok le bastion des localistes. Andy Chan, le fondateur du Parti national de Hong Kong, a déclaré que sa conviction politique localiste et l'idée de créer un parti politique avaient germé à Mongkok, où il avait combattu avec vigueur les forces d'opposition et avait prononcé le premier discours public de sa vie<sup>(12)</sup>. Comme le groupe Civic Passion l'a également souligné plus tard dans son livre sur la « révolution des parapluies » (*Passion Times* 2016) :

À Mongkok, les manifestants n'ont pas cessé de résister aux ennemis, ce qui a permis au courant localiste de s'emparer progressivement du camp. [...] La conscience localiste est désormais incontournable.

10. Message sur la page Facebook de Chin Wan, 5 juin 2013, <https://www.facebook.com/wan.chin.75/posts/10151606625682225> (consulté le 14 août 2018).

11. Entretien avec Shandia, réalisé dans un café à Hong Kong, 7 juin 2017.

12. Entretien avec Andy Chan, réalisé dans un café à Hong Kong, 14 juin 2017.

Les militants de gauche du camp de Mongkok ont été progressivement marginalisés, notamment après le fameux « incident du hotpot », au cours duquel ils ont été accusés de transformer une contestation sérieuse en un divertissement (Yuen 2018).

## Le succès électoral du localisme

L'« échec » du Mouvement des parapluies à obtenir des concessions de la part des autorités a été une expérience traumatisante pour les militants localistes qui s'étaient engagés dans une contestation de long terme. Il a renforcé leurs vieilles rancœurs contre les activistes démocrates traditionnels et a finalement contribué à l'émergence d'une faction localiste. Deux facteurs ont joué un rôle particulièrement important dans la constitution d'une coalition localiste à partir d'un groupe d'internautes aux liens lâches qui se mobilisent de manière sporadique. Premièrement, l'idée d'une résistance militante ainsi que la conviction qu'une frontière plus distincte devrait être établie entre Hong Kong et la Chine se sont ancrées plus profondément dans le discours localiste. Face à la brutalité policière constatée lors du Mouvement des parapluies et la position inflexible de Pékin sur la réforme politique, les localistes sont devenus convaincus que la démocratie ou l'autonomie dans le cadre d'« un pays, deux systèmes » n'étaient plus des objectifs tangibles<sup>(13)</sup>. Ils se sont par conséquent davantage identifiés au camp localiste et ont exprimé une plus grande véhémence dans la défense de leurs causes allant de la protection de l'identité culturelle de Hong Kong à l'indépendance politique. Deuxièmement, les militants localistes sont devenus plus enclins à s'organiser. De nombreuses organisations qui prônaient des idées localistes ont été créées après le Mouvement des parapluies. Déçus par la lutte pour la démocratie menée par les vieux démocrates et les « gauchistes », les militants localistes ont pressenti la nécessité de cultiver une base organisationnelle et un leadership solides afin d'étendre leur influence politique<sup>(14)</sup>. Ils ont donc à la fois tenté de démanteler les organisations pan-démocrates traditionnelles comme la Fédération des étudiants de Hong Kong et de mettre en place de nouvelles organisations leur permettant de rassembler des ressources et de former de nouveaux ambassadeurs des idées localistes au sein du système politique.

Ces nouvelles organisations localistes peuvent être divisées en deux catégories qui se distinguent au niveau de leur façon de promouvoir l'agenda localiste et de leur lieu d'implantation. La première catégorie regroupe les partis politiques ou les groupes de militants dont l'objectif est d'organiser des manifestations et de contester des élections. S'ils partagent la même conviction quant à la nécessité d'une rupture politique, ces nouveaux partis, qui mettent généralement les questions politiques d'envergure territoriale au centre de leurs priorités, présentent de grandes différences en termes d'idéologie politique et de positions vis-à-vis du bloc libéral traditionnel. D'un côté figurent des organisations à l'agenda modéré, proches du camp pan-démocrate traditionnel et qui défendent le droit à l'autodétermination. Demosisto, qui est né de Scholarism, une organisation militante étudiante à l'origine du mouvement contre l'éducation nationaliste de 2012, en est une illustration. À l'opposé figurent des organisations à l'instar de Hong Kong Indigenous créée au début de 2015 qui proposent un agenda localiste beaucoup plus affirmé et qui sont plus critiques à l'égard des pan-démocrates traditionnels. Le parti ne soutient pas uniquement l'indépendance de Hong Kong mais encourage également les tactiques militantes adoptées par les manifestants du Mouvement des parapluies. Son action la plus symbolique a été l'organisation des « manifestations libérons » (*Liberate Pro-*

tests) au début de 2015 pour protester contre les revendeurs parallèles et les touristes du continent. Au cours de ces manifestations, dans lesquelles Hong Kong Indigenous a souvent joué un rôle de premier plan, les tactiques des manifestants sont devenues beaucoup plus conflictuelles et militantes qu'elles ne l'étaient quelques années auparavant. Les manifestants ont non seulement tenté de perturber les activités des pharmacies qui vendaient leurs produits à des commerçants parallèles, mais ils ont également agressé physiquement des commerçants et harcelé des touristes<sup>(15)</sup>. Le Parti national de Hong Kong constitue un exemple comparable. Fondé en mars 2016, le parti soutient sans ambiguïté l'indépendance de Hong Kong. Moins actif dans l'organisation de manifestations militantes et fonctionnant de manière plus opaque, il promeut sa position en faveur de l'indépendance à travers l'organisation de grands rassemblements, de forums sur les campus universitaires ainsi que la distribution de tracts dans les rues<sup>(16)</sup>. Un autre groupe à l'indépendantisme affirmé est Student localism, un groupe localiste formé par des étudiants du secondaire. Son animateur, Tony Chung, avait déclaré que leur objectif était de suivre les pas de Scholarism qui avait défendu avec succès l'indépendance politique parmi les étudiants<sup>(17)</sup>.

Les organisations communautaires forment une seconde catégorie. Elles permettent de constituer la base du réseau de militants du mouvement localiste et de promouvoir au quotidien les idées du mouvement à travers des services rendus à la communauté. La Kowloon East Community, le Shatin Community Network et la Tin Shui Wai New Force fournissent des exemples de ces nouvelles organisations communautaires. À la différence des partis politiques d'envergure territoriale, ces organisations sont implantées dans les districts locaux et évitent généralement de s'identifier explicitement en tant que localistes tout en servant les intérêts de leurs communautés. Leur position vis-à-vis des pan-démocrates traditionnels est également beaucoup plus modérée que celle des partis politiques localistes, comme en témoigne leur volonté de ne pas concurrencer directement les candidats pan-démocrates aux élections locales. Lors de l'élection des conseils de districts de 2015, des représentants de quelques-unes de ces organisations communautaires ont remporté des sièges dans certaines circonscriptions, notamment Kwun Tong et Sha Tin. Youngspiration, qui était au départ une organisation communautaire avant de s'octroyer un statut de parti politique de niveau territorial, a également réussi à emporter un siège à Hung Hom.

L'élection législative partielle de février 2016, organisée suite à la démission de l'ancien député Ronnie Tong, est souvent considérée comme l'apo-

13. « 香港補選：選民「理性」考量 本土第三勢力待觀察 » (*Xianggang bu xuan: xuan min 'lixing' kaoliang, bentu di san shili dai guan cha*, Élections partielles de Hong Kong : La préoccupation « rationnelle » des votants, la faction localiste émerge comme une troisième force), *BBC Chinese*, 29 février 2016, [http://www.bbc.com/zhongwen/trad/china/2016/02/160229\\_hongkong\\_by\\_election\\_analysis](http://www.bbc.com/zhongwen/trad/china/2016/02/160229_hongkong_by_election_analysis) (consulté le 26 avril 2018).

14. Lors d'une interview de Youngspiration, un membre fondateur a déclaré qu'il était temps de remplacer ces intermédiaires pro-démocratie qui n'étaient pas en mesure de les représenter après le Mouvement des parapluies. Voir : « 青年新政專訪(上)——誕生之謎 » (*Qingnian xinzheng zhuanfang (shang) — dansheng zhi mi*, Interview de Youngspiration (Première partie) – Le mythe de sa naissance), *Polymer*, 24 février 2015, <http://polymerhk.com/articles/2015/02/24/12357/> (consulté le 26 avril 2018).

15. L'une des « *Liberate protests* » du 8 mars 2015 s'est accompagnée d'attaques physiques perpétrées par les manifestants et d'erreurs quant à l'identité de citoyens hongkongais pris pour des touristes chinois. Voir : « 反水貨「踢內地客」 亂罵港人轉場屯門尖沙嘴 6 人被捕 » (*Fan shui huo 'ti nei di ke' luanma gangren, zhuanchang tun men jianshazui liu ren bei bu*, Les manifestants anti-contrebande « jettent dehors les touristes du continent » et insultent des Hongkongais. Le lieu de la manifestation a changé pour Tuen Mun et Tsim Sha Tsui et six manifestants ont été arrêtés), *Ming Pao*, 9 mars 2015, <https://news.mingpao.com/pns/1503091425837921634> (consulté le 26 avril 2018).

16. « Hong Kong's Pro-Independence Party Turns Focus to School Students », *The News Lens*, 20 septembre 2016, <https://international.thenewslens.com/article/49596> (consulté le 27 avril 2018).

17. Entretien avec Tony Chung, réalisé dans un café à Hong Kong, 4 mai 2017.



gée du mouvement localiste. En dépit de maigres chances de victoire, Edward Leung, le porte-parole de Hong Kong Indigenous, s'est présenté à l'élection partielle pour s'opposer à Alvin Yeung du Parti civique qui était pressenti pour « hériter » du siège de Tong. Les troubles civils de Mongkok le jour du Nouvel An chinois 2016 ont marqué un tournant dans la campagne de Leung. Appelée a posteriori par le gouvernement « émeute de Mongkok » et baptisée par les militants et sympathisants « *Fishball Revolution* », l'incident a eu pour origine la répression du gouvernement contre les vendeurs de rue illégaux. Alors que des agents de l'hygiène tentaient de chasser les vendeurs de rue, le parti de Leung, Hong Kong Indigenous, a appelé ses sympathisants à intervenir pour protéger les vendeurs. Les tensions ont redoublé d'intensité à l'arrivée de la police et après l'installation d'une plate-forme démontable permettant aux policiers de contrôler la foule. Des manifestants en colère se sont ensuite violemment affrontés avec des policiers armés qui tentaient de débarrasser les rues des manifestants à l'aide de matraques et de sprays au poivre. En réaction à des coups de feu d'avertissement, les manifestants ont commencé à attaquer les policiers avec des bouteilles de verre, des palettes et des pavés extraits de la chaussée. Les escarmouches ont duré jusqu'au lendemain matin, et ont conduit à de nombreuses arrestations. Malgré un dénouement violent, les troubles ont permis à Leung de gagner en popularité et de s'attirer à la fois la sympathie des partisans de la cause localiste et celle du camp pan-démocrate traditionnel. Leung a finalement obtenu 15% des voix, ce qui pouvait à ce moment laisser présager de grandes chances de victoire aux prochaines élections générales. Après le triomphe de Leung, les commentateurs ont qualifié le camp localiste de « troisième force »<sup>(18)</sup>. En effet, lors des élections générales tenues quelques mois plus tard, deux membres de Youngspiration et quatre partisans de l'autodétermination avaient été élus au Conseil législatif, et ce malgré la disqualification d'Edward Leung en raison de ses positions indépendantistes, élément sur lequel nous reviendrons. Ces résultats ont largement été interprétés comme un triomphe du mouvement localiste.

Aucune enquête exhaustive n'a encore été menée pour connaître le parcours, le profil de classe et les activités politiques des personnes qui s'identifient comme localistes. Toutefois, certaines analyses pourraient nous permettre de mieux appréhender le mouvement. D'après une étude réalisée par les médias locaux sur les résultats des élections législatives partielles, les circonscriptions dans lesquelles Edward Leung a recueilli le plus de votes correspondent à des zones avec une forte concentration de logements sociaux et où résident généralement une plus grande proportion d'électeurs inscrits âgés entre 18 et 25 ans<sup>(19)</sup>. Cela montre que les jeunes les plus démunis en termes socio-économiques sont plus enclins à voter pour les localistes. Cependant, malgré la poussée électorale de ces derniers, une enquête menée en 2016 par le Centre de communication et de sondages d'opinion de l'Université chinoise de Hong Kong a révélé que le public avait en général une moins bonne image des localistes que des pan-démocrates et des pro-Pékin, en particulier parmi les plus de 25 ans<sup>(20)</sup>. Ces résultats contradictoires témoignent de la division de l'opinion publique au sujet des localistes. La poussée électorale des partis politiques localistes tiendrait peut-être davantage du soutien grandissant de la jeunesse que de celui de toutes les générations confondues.

Il convient par ailleurs de souligner que le camp localiste est loin d'être un groupe uniforme et qu'il reste profondément divisé par des lignes de fractures idéologiques. Plusieurs factions pourraient être distinguées. Les nationalistes (*minzupai* 民族派), qui rassemblent des autochtones, des jeunes hongkongais et des petites organisations communautaires locales, insistent sur la néces-

sité de protéger les valeurs culturelles locales et de cultiver la conscience nationaliste. Les constitutionnalistes (*zhixianpai* 制憲派), représentés par trois organisations politiques qui se sont alliées en vue des élections (Hong Kong Resurgence Order, Proletariat Political Institute et Civic Passion), promeuvent une clarification de la loi fondamentale par le biais d'un référendum sur la question de l'autonomie après 2047, année où l'engagement d'une durée de cinquante ans sur la préservation du mode de vie et des libertés de Hong Kong prendra fin. Les partisans de l'auto-détermination (*zijuepai* 自決派) défendent quant à eux également le droit des Hongkongais à l'autodétermination par référendum, mais ils ont une ligne modérée qui est plus proche de celle des pan-démocrates traditionnels. Les partisans de l'autodétermination qui réunissent des sympathisants de nouveaux partis comme Demosisto et des activistes indépendants tels qu'Eddie Chu, Edward Yiu et Lau Siu-lai, étaient perçus par les localistes les plus chevronnés davantage comme des sympathisants pan-démocrates que des membres du camp localiste.

## Les réponses de l'État pour délégitimer les localistes

Face à l'essor du mouvement localiste, le gouvernement de la RAS a adopté sur le champ des mesures pour enrayer son développement. Lors des troubles de Mongkok, plus de 60 manifestants ont été arrêtés, dont Ray Wong et Edward Leung, leaders de Hong Kong Indigenous. Un grand nombre d'entre eux ont ensuite été inculpés pour émeutes, rassemblement illégal et agression d'agents de police. Les autorités et les politiciens du camp pro-gouvernement ont orchestré une condamnation très médiatisée des actes de violence. Si l'incident a contribué à renforcer les soutiens d'Edward Leung pour les élections partielles, les violentes émeutes ont de manière plus générale affaibli le soutien public et ont fourni au régime hybride une nouvelle source de légitimité pour poursuivre la répression du mouvement localiste.

## Mesures politiques : la disqualification des candidats aux élections

Une des mesures immédiates prise par le gouvernement de la RAS a été d'interdire aux localistes ou à ceux qui partagent les mêmes idéaux d'entrer au Conseil législatif de la ville. Une nouvelle disposition administrative a été ajoutée au processus de nomination lors de l'élection législative de 2016. Les candidats devaient signer un formulaire de confirmation les obligeant à déclarer qu'ils respectent la loi fondamentale et reconnaissent Hong Kong comme une partie inaliénable de la Chine<sup>(21)</sup>. Le formulaire représente un moyen de contrôle ré-

18. Yee Lee, « 世道人生：本土與激進的興起 » (*Shidao rensheng: bentu yu jijin de xingqi*, L'essor du localisme et du radicalisme), *Apple Daily*, 10 mars 2016, <https://hk.news.appledaily.com/local/daily/article/20160310/19523270> (consulté le 26 avril 2018) ; King Cheung Chan, « 陳景祥：第三勢力 三分天下？ » (*Di san shili, san fen tianxia? Une troisième force et un monde divisé en trois ?*), *Ming Pao Finance*, 2 mars 2016, <https://www.mpfinance.com/fin/columnist/2.php?col=1463481145811&node=1463567094754&issue=20160302> (consulté le 26 avril 2018).

19. « 【選民分析】梁天琦十大高得票選區 90 後選民比例特別高 » (*Xuanmin fenxi: Liang Tianqi shi da gao de piaopai xuanqu 90 hou xuanmin bili tebie gao*, Analyse des votants: Les dix circonscriptions où Edward Leung a remporté le plus de votes présentent de manière significative une forte proportion de votants nés après 1990), *Apple Daily*, 30 mars 2016, <https://hk.news.appledaily.com/local/realtime/article/20160330/54922435> (consulté le 14 août 2018).

20. « Hong Kong Public Opinion & Political Development » Opinion Survey Ninth Round Survey Results (6-15.7.2016), juillet 2016, [http://www.com.cuhk.edu.hk/ccpos/research/1607TaskForce\\_SurveyResult\\_160804\\_Eng.pdf](http://www.com.cuhk.edu.hk/ccpos/research/1607TaskForce_SurveyResult_160804_Eng.pdf) (consulté le 14 août 2018).

21. Formulaire de confirmation des élections du Conseil législatif de 2016, *Gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong*, 2016, <https://www.eac.gov.hk/pdf/legco/2016lc/reo-nconfirmation-2016lc.pdf> (consulté le 27 avril 2018).

glementaire supplémentaire pour la Commission aux affaires électorales (CAE), un organe administratif mandaté par le chef exécutif pour sélectionner les candidats. Six candidats aux élections ont alors vu leur candidature annulée par les responsables du scrutin de la CAE (qui sont souvent des fonctionnaires). Parmi eux figurait Edward Leung, qui avait de grandes chances de gagner, et Andy Chan du Parti national hongkongais. La décision a provoqué une réaction de colère mêlée de confusion. Des candidats du camp pan-démocratique avaient en effet été autorisés à se présenter alors qu'ils avaient refusé de signer le formulaire. La candidature d'Edward Leung, qui avait signé le formulaire et désavoué publiquement sa position en faveur de l'indépendance, était quant à elle toujours rejetée à cause de ses déclarations passées.

En dépit, ou peut-être en raison, de l'invalidation de certaines candidatures, l'élection a atteint un taux de participation record et a permis de faire entrer sept candidats localistes au Conseil législatif. Cela a renforcé la détermination du gouvernement à agir plus fermement contre le mouvement localiste. Peu après la cérémonie de prestation de serment, qui est aussi un moment traditionnel de contestation pour les candidats pan-démocrates, le Conseil législatif a rejeté la nomination de deux députés indépendantistes de Youngspiration : Sixtus « Baggio » Leung et Yau Wai-ching. La décision avait été fondée sur le fait que les deux députés, munis de drapeaux portant l'inscription « Hong Kong n'est pas la Chine » et ayant eu recours à un vocabulaire dérogatoire pour qualifier la Chine en guise de protestation lors de leur prestation de serment, n'avaient pas manifesté de véritable soutien à la loi fondamentale. Au moment où le gouvernement déposait une demande de révision judiciaire pour obtenir l'approbation du tribunal, l'Assemblée nationale populaire intervenait pour introduire des directives spécifiques sur les prestations de serments. En novembre de la même année, le tribunal de dernière instance a statué en faveur de la décision du Conseil législatif, même si cela n'a pas entraîné une application directe de l'interprétation de l'Assemblée nationale populaire.

Enhardi par cette décision, le Conseil législatif a disqualifié en décembre 2016 quatre députés démocrates pour cause de serments « non-sincères ». Quelques mois plus tard, le tribunal de première instance a de nouveau statué en faveur du gouvernement, se référant cette fois non seulement à la législation locale, mais aussi à l'interprétation de l'Assemblée nationale populaire des directives sur la prestation de serment. À ce moment-là, six députés avaient été démis de leurs fonctions, privant le camp pan-démocrate de sa majorité dans les circonscriptions géographiques et de son droit de veto sur les projets de loi du gouvernement. Lors de l'élection partielle de mars 2018 qui visaient à pourvoir les sièges des quatre députés disqualifiés, trois candidatures, celles de Agnes Chow, Ventus Lau et James Chan, ont été annulées par les responsables de scrutin pour des motifs similaires. Alors que Lau et Chan ont été disqualifiés à cause de leurs positions indépendantistes, Chow, une membre de Demosisto qui était en bonne position pour gagner, a été éliminée sous prétexte que son parti prônait l'autodétermination. Malgré un faible taux de participation, le camp pan-démocrate n'a finalement réussi à récupérer que deux des quatre sièges contestés, les deux autres ayant été perdus au profit du camp pro-Pékin. Au même moment, le recours électoral déposé par Andy Chan pour annuler les élections du Conseil législatif de 2016 était rejeté par le tribunal. Donnant raison à l'interprétation de la loi fondamentale par l'Assemblée nationale populaire, le juge a décidé que la commission électorale avait le pouvoir de produire le formulaire de confirmation et d'écarter les candidats qui rechigneraient à respecter la loi fondamentale et à prêter allégeance à la Région administrative spéciale de Hong Kong.

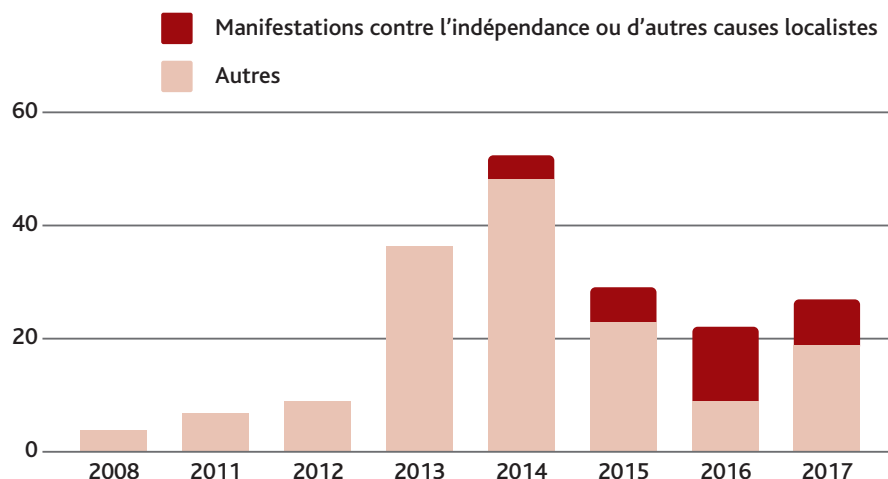
## Mesures sociales : les contre-mobilisations

Une autre stratégie mise en œuvre par le régime hybride pour réprimer le mouvement localiste consiste à tolérer les contre-mouvements qui prennent ce dernier pour cible. On retrouve cette stratégie dans d'autres régimes hybrides comme en Russie et au Venezuela où l'État parraine des organisations sociales et des groupes de protestation pour renforcer sa légitimité et contrebalancer les groupes d'opposition (Robertson 2011 ; Handlin 2017). Plusieurs groupes de contre-mouvements pro-régime ont également fait leur apparition à Hong Kong, à l'instar de Caring Hong Kong Power, Voice of Loving Hong Kong, Defender Hong Kong Campaign, Coalition Justice, Sounds of Silence, Silent Majority, Virtue Dynamics ou Hong Kong Action qui forment une coalition lâche appelée « Love Hong Kong Faction ». Conçues comme des organisations citoyennes et largement soupçonnées d'être parrainées par des organisations pro-Pékin<sup>22</sup>, ces organisations se sont d'abord concentrées sur l'organisation de contestations contre les partis politiques pan-démocrates et sur le lancement de manifestations en soutien aux politiques gouvernementales. Le groupe Caring Hong Kong Power a attiré l'attention en s'attaquant au Parti civique accusé de défendre les droits des « bébés ancres », des nouveaux migrants ainsi que des travailleurs domestiques, et donc de « trahir » les intérêts de la population locale. Voice of Loving Hong Kong a quant à elle adopté une approche plus « modérée » à travers l'organisation de forums et le lancement de pétitions en soutien aux politiques et responsables gouvernementaux. Tout en adoptant des lignes légèrement différentes, ces groupes tendent à réagir rapidement aux nouvelles opportunités politiques. Par exemple, après le lancement du mouvement Occupy Central, ils ont organisé une série de protestations et de pétitions pour contrer la campagne de désobéissance civile. Une coalition connue sous le nom d'Alliance pour la paix et la démocratie (*Alliance for Peace and Democracy*) a également été créée en juillet 2014 et réunissait plus de 1 500 partis politiques, associations industrielles et organisations de masse pro-Pékin mobilisés contre Occupy Central. Ensemble, ces forces pro-régime ont grandement contribué à la situation de chaos dans laquelle s'est retrouvé le camp protestataire, limitant ainsi les actions stratégiques de ses leaders et fragilisant le Mouvement des parapluies de 79 jours (Yuen et Cheng 2017).

L'essor du mouvement localiste a donné aux groupes pro-régime une nouvelle occasion de se contre-mobiliser, cette fois contre l'indépendance et pour la défense de l'identité chinoise. Cela s'est illustré dès la manifestation « Dehors les sauterelles » organisée sur Canton Road début 2014, lorsque Voice of Loving Hong Kong a lancé une manifestation parallèle contre les participants localistes. Mais le contre-mouvement anti-indépendance a pris une forme plus concrète à la suite d'attaques verbales lancées par des responsables de haut niveau contre le mouvement localiste. En 2015, C.Y. Leung, alors chef de l'exécutif, a convoqué Undergrad, une publication étudiante de l'Université de Hong Kong dont le comité éditorial était accusé d'avoir défendu l'idée de nation hongkongaise. Cela a entraîné une vague de critiques contre le mouvement localiste de la part d'élites et de médias pro-Pékin, critiques qui se sont multipliées après les troubles de Mongkok et qui ont atteint leur paroxysme lors de l'épisode des prestations de serment. Une nouvelle coalition, appelée Alliance contre les insultes anti-

22. « 誰在「愛護香港力量」背後 ? » (*Shei zai 'Aihu Xianggang Liliang' beihou*, Qui se cache derrière Caring Hong Kong Power ?), *InMedia*, 10 octobre 2010, <https://www.inmediahk.net/%E8%AA%B0%E5%9C%A8%E3%80%8C%E6%84%9B%E8%AD%B7%E9%A6%99%E6%B8%AF%E5%8A%9B%E9%87%8F%E3%80%8D%E8%83%8C%E5%BE%8C%E5%BC%9F> (consulté le 21 août 2018).

## Graphique 2 – Fréquence des contre-mobilisations



Note : Les manifestations contre l'indépendance ou d'autres causes localistes désignent les contre-mobilisations qui visent les manifestations pour l'indépendance de Hong-Kong ou celles contre la « continentalisation ».  
Source : Wisenews.

chinoises et l'indépendance de Hong Kong (*Alliance against Insulting China and Hong Kong Independence*), a alors été créée. En octobre 2016, la nouvelle Alliance a organisé une manifestation pour demander la disqualification des deux députés de Youngspiration<sup>(23)</sup>. Un mois plus tard, elle a mis sur pied un autre grand rassemblement devant le Conseil législatif pour manifester contre les appels en faveur de l'indépendance et soutenir l'interprétation de la loi fondamentale par Pékin. Le rassemblement aurait réuni 40 000 personnes<sup>(24)</sup>.

Le graphique 2 illustre la fréquence des contre-mobilisations entre 2010 et 2017. Avant 2014, ces contre-mobilisations servaient généralement à soutenir les politiques ou les responsables gouvernementaux, défendre la police et contrer les manifestations pro-démocratie. Mais en 2015 et 2016, les contre-mobilisations opposées à l'indépendance et à d'autres causes localistes représentent une part plus significative. Bien que le nombre total de ces derniers mouvements ait diminué en 2017, les localistes étaient toujours une cible facile des groupes pro-régime prêts à se contre-mobiliser dès qu'une opportunité politique se présentait. Par exemple, en septembre 2017, en réaction à l'affichage de bannières en faveur de l'indépendance dans de nombreux campus universitaires, un groupe pro-Pékin a organisé une manifestation à l'Université chinoise de Hong Kong menaçant de détruire les affiches sur l'indépendance. Le même jour, les organisateurs d'un autre rassemblement anti-indépendance organisé à Tamar Park appelaient l'Université de Hong Kong à limoger le leader d'Occupy Central, le professeur de droit Benny Tai<sup>(25)</sup>.

Hormis des rapports anecdotiques publiés de manière sporadique dans les médias sur les liens entre les groupes pro-régime et les élites officielles, il n'existe pas de preuves solides permettant d'affirmer que ces groupes soient directement mobilisés par le régime hybride ou le gouvernement chinois. Ces groupes ne semblent pas non plus avoir participé directement à la démobilisation des localistes. Ces contre-mouvements visaient plutôt à créer et afficher du mécontentement public contre le mouvement localiste. En définissant la frontière entre le politiquement acceptable et ce qui ne l'était pas, ils ont contribué à rendre tabou le discours sur l'indépendance ou l'autodétermination. Cette stratégie semble avoir connu un certain succès. Par exemple, après s'être présenté à l'élection partielle de 2018 à la place d'Agnes Chow qui avait été disqualifiée, Au Nok-hin s'est abstenu de

faire toute référence explicite à l'autodétermination, sans doute dans le but de minimiser les risques de disqualification. En outre, à cause de l'exclusion des candidats localistes, les participants à l'élection en faveur de l'indépendance et de l'autodétermination ont cessé de faire toute référence explicite à des slogans et des plateformes politiques.

### L'exclusion des localistes : vers une structure divisée de contestation

L'épisode des disqualifications et la multiplication des contre-mouvements ont tous deux joué un rôle important dans l'exclusion des localistes du système politique, produisant ce que Ellen Lust-Okar appelle une « structure de contestation divisée » (*divided structure of*

*contestation*, Lust-Okar 2005). Lust-Okar fait remarquer que dans de nombreux régimes autoritaires et hybrides, les autorités au pouvoir peuvent être amenées à créer des institutions pour structurer l'opposition à travers l'organisation d'élections et l'établissement de règles relatives à l'éligibilité des candidats et des partis. Les dirigeants en place peuvent inclure ou exclure de manière catégorique des groupes d'opposition, produisant une « structure de contestation homogène » (*unified structure of contestation, unified SoC*, voir par exemple la Jordanie et l'Égypte sous Nasser et Sadate) ou bien ils peuvent permettre à certains groupes d'opposition de participer de manière légale au système tout en excluant les autres, ce qui donne lieu à une structure de contestation divisée (*divided SoC*, voir notamment le Maroc et l'Égypte sous Moubarak). Dans ce dernier cas, l'opposition politique autorisée à participer au système, tend à être moins encline à se mobiliser contre le régime ou à formuler des demandes radicales dans la mesure où elle craint davantage d'être évincée du système. Des structures similaires ont été observées en Russie où le président Vladimir Poutine a mis en place un système d'enregistrement permettant d'exclure de la compétition électorale les partis et politiques de l'opposition (Robertson 2011 : 162), ainsi qu'au Venezuela, où certains partis de l'opposition ont été directement empêchés par le gouvernement de se présenter aux élections présidentielles<sup>(26)</sup>. Les chercheurs ont remarqué que l'opposition dans ces pays était divisée sur une multitude de questions, telles que la participation aux

23. « 反辱華反港獨大聯盟稱呼籲全球華人譴責梁頌恆游蕙禎 » (*Fan ru hua fan gang du da lian-meng cheng hu yu quanqiu huaren qianze Liang Songheng You Huizheng*, L'Alliance contre les insultes antichinoises et l'indépendance de Hong Kong appelle à condamner Sixtus 'Baggio' Leung et Yau Wai Ching de Ethnic Chinese in the World), *Radio Television Hong Kong*, 26 octobre 2016, <http://news.rthk.hk/rthk/ch/component/k2/1292980-20161026.htm> (consulté le 26 avril 2018).

24. « 4萬人集會反港獨撐釋法有人稱有錢收大會指捏造 » (*Si wan ren jihui fan gang du cheng shi fa, youren cheng you qian shou, dahui zhi niezao*, 40 000 personnes participent à un rassemblement contre l'indépendance de Hong Kong et pour la défense de l'interprétation de la loi fondamentale. Certains affirment que les participants sont payés, ce qui a été démenti par les organisateurs), *Ming Pao*, 14 novembre 2016, [https://news.mingpao.com/pns/dailynews/web\\_tc/article/20161114/s00002/1479059764755](https://news.mingpao.com/pns/dailynews/web_tc/article/20161114/s00002/1479059764755) (consulté le 26 avril 2018).

25. « 4000人反「港獨」、反冷血、反偽學 市民聲討戴耀廷 » (*Si qian ren "fan gang du", fan leng xie, fan wei xue, shimin shengtao Dai Yaoting*, 4000 personnes contre l'indépendance de Hong Kong. Les citoyens ont condamné Benny Tai avec sang froid et justesse), *Wenweipo*, 17 septembre 2017, <http://news.wenweipo.com/2017/09/17/IN1709170023.htm> (consulté le 26 avril 2018).

26. « Venezuela Opposition Banned from Running in 2018 Election », *BBC*, 11 décembre 2017, <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-42304594> (consulté le 1er mars 2018).

futures élections, la formation de coalitions électorales ou l'acceptation des résultats électoraux (Gandhi et Reuter 2013).

Dans le cas de Hong Kong, alors que les partis et politiques de l'opposition avaient toujours été autorisés, dans le cadre d'une structure homogène de contestation, à se présenter aux élections et à entrer au Conseil législatif, les exclusions prononcées entre 2016 et 2018 ont produit une structure de contestation divisée qui intègre ou exclut les candidats de l'opposition en fonction de la position de leur parti sur la question de l'indépendance ou de l'autodétermination. En vertu de ce système, les responsables de scrutin nommés par le comité électoral jouissent, en tant que garants du scrutin, d'un pouvoir discrétionnaire pour examiner les candidats sur la base de leur déclaration de candidature mais aussi de leurs déclarations passées et de leur comportement. Il en résulte une opposition politique divisée entre ceux autorisés à entrer dans le système, à savoir les partis démocratiques traditionnels tels que le Parti démocrate et le Parti civique, et ceux qui en sont bannis, c'est-à-dire les partis localistes comme Demosisto, Youngspiration et Hong Kong Indigenous. Tandis que les premiers pourraient de plus en plus craindre d'être exclus du système, les seconds tendraient à critiquer leurs homologues pour s'être laissés cooptés par le système. La structure est encore renforcée par les contre-mobilisations pro-régime qui remodelent de manière discursive la frontière du politiquement correct. En déterminant les frontières juridiques et discursives, le régime hybride peut ainsi manipuler le comportement des groupes d'opposition et les opposer les uns aux autres.

La division du camp localiste a également affaibli leur capacité à promouvoir une alternative politique crédible face à l'agenda déjà établi par les démocrates traditionnels pour développer la démocratie dans le système actuel. Si les groupes localistes partagent avec ces derniers la même volonté de contester le cadre constitutionnel « un pays, deux systèmes », leurs relations avec l'opposition officielle et leurs stratégies pour atteindre leurs objectifs politiques sont très différentes. Dans la mesure où les partisans de l'autodétermination entretiennent des relations plus étroites avec les démocrates traditionnels et évitent généralement de s'identifier aux discours indépendantistes, ils ne sont pas considérés par les localistes partisans de l'indépendance comme faisant partie du camp localiste. Les conflits factionnels divisent même les localistes pro-indépendance qui appartiennent à divers groupes localistes qui ne coopèrent presque pas entre eux en dehors des périodes électorales. En outre, comme ils ne peuvent contester les élections, il leur est devenu beaucoup plus difficile de solliciter le soutien de la population. La structure de contestation s'est par conséquent encore subdivisée en plusieurs strates.

## Conclusion

Cet article a analysé l'essor et le déclin du mouvement localiste hongkongais depuis la rétrocession en adoptant une approche événementielle. Plutôt que de définir le mouvement comme le fruit d'évolutions politiques et socioéconomiques structurelles, nous avons examiné comment différents acteurs étatiques et sociaux façonnent et redéfinissent le mouvement à travers des événements et des constructions discursives. En adoptant l'approche événementielle de Sewell, notre analyse a permis d'invalider deux conceptions erronées sur le mouvement localiste. Premièrement, le localisme n'est pas une force homogène dotée d'un agenda politique uniforme. Au contraire, il est constitué de multiples factions aux idéologies et logiques d'action très différentes et qui n'ont en commun que l'objectif général de défendre l'au-

tonomie locale et les intérêts de la population locale. Deuxièmement, le localisme n'est pas, à l'heure actuelle, une force inéluctable susceptible d'orienter le mouvement pro-démocratie dans une nouvelle direction. Malgré l'ascension fulgurante du mouvement localiste lors des manifestations organisées entre 2011 à 2015, sa nature fragmentée ainsi que les réponses des autorités, à savoir la disqualification de candidats aux élections et la contre-mobilisation, ont freiné le développement du mouvement et ont produit une structure de contestation divisée au sein de l'opposition.

La fragmentation de la structure contestataire a des répercussions importantes sur le mouvement pro-démocratique de Hong Kong. Si certains universitaires comme Ma Ngok ont depuis longtemps déjà mis en lumière les fractures internes du camp pan-démocrate sur la question de la stratégie à adopter pour les réformes constitutionnelles (Ma 2011), une nouvelle ligne de facture est apparue autour la reconnaissance ou non de la légitimité de Hong Kong en tant que région administrative spéciale dans le cadre d'« un pays, deux systèmes ». Dans le cadre de cette nouvelle division, les militants en faveur de l'indépendance et de l'autodétermination seront probablement toujours exclus du système politique par le biais de mesures judiciaires et administratives, tout en étant marginalisés socialement par des contre-mouvements favorables au régime. Certains groupes localistes tentent de contourner ces mesures d'exclusion en renforçant leurs soutiens de base dans les communautés (*shequ* 社區) pour les élections des conseils de districts ; mais rien n'indique qu'ils seront autorisés à participer.

Par ailleurs, le gouvernement chinois, sous le joug autoritaire du président Xi Jinping qui a orchestré une vaste répression de la société civile en Chine continentale, n'est pas prêt d'abandonner sa ligne politique dure vis-à-vis de Hong Kong. La récente loi sur l'hymne national et les déclarations pour relancer la loi sur la sécurité nationale illustrent le resserrement du contrôle par Pékin, ce dernier cherchant à criminaliser la parole et les actions en faveur de l'indépendance et de l'autodétermination. En même temps, l'opposition permise à l'intérieur du système reste hésitante quant à la meilleure démarche à adopter pour s'opposer aux autorités et faire pression pour l'avènement de réformes démocratiques. Pour se protéger, ces courants d'oppositions pourraient s'adapter à la ligne politique en évitant de formuler des revendications progressistes à l'intention des autorités. Le gouvernement, en revanche, pourrait continuer à jouer avec les lignes de fracture dans le seul but de maintenir l'opposition politique divisée. Tant que l'opposition démocratique ne sera pas en mesure de former un front uni cohérent et que Pékin ne sera pas disposé à assouplir sa mainmise autoritaire et à permettre une ouverture, les probabilités qu'Hong Kong s'engage dans de véritables réformes politiques apparaissent bien maigres.

■ Traduit par Camille Liffra.

■ Samson Yuen est maître de conférences au Département de sciences politiques de l'Université de Lingnan à Hong Kong. Room 202, 2/F, Dorothy Y.L. Wong Building, Lingnan University, Tuen Mun, NT, Hong Kong (samsonyuen@ln.edu.hk).

■ Sanho Chung est assistant de recherche au Centre pour la gouvernance et la citoyenneté de l'Université d'éducation de Hong Kong. Room B2-P-04, 10 Lo Ping Rd, Ting Kok, NT, Hong Kong (sanhochung@gmail.com).

Article reçu le 21 mai 2018. Accepté le 28 août 2018.



# Références

- BENNETT, W. Lance, et Alexandra SEGERBERG. 2013. *The Logic of Connective Action: Digital Media and the Personalization of Contentious Politics*. New York : Cambridge University Press.
- CASE, William. 2008. « Hybrid Politics and New Competitiveness: Hong Kong's 2007 Chief Executive Election ». *East Asia* 25 (4) : 365-88.
- CHAN, Che-po. 2016. « Post-Umbrella Movement: Localism and Radicalness of the Hong Kong Student Movement ». *Contemporary Chinese Political Economy and Strategic Relations: An International Journal* 2 (2) : 885-908.
- CHAN, Chi Kit. 2017. « Discursive Opportunity Structures in Post-handover Hong Kong Localism: the China Factor and Beyond ». *Chinese Journal of Communication* 10 (4) : 413-32.
- CHENG, Edmund W. 2016. « Street Politics in a Hybrid Regime: The Diffusion of Political Activism in Post-colonial Hong Kong ». *The China Quarterly* 226 : 383-406.
- CHIN, Wan. 2013. 香港城邦論 (*Xianggang cheng bang lun*, Hong Kong as a City-state). Hong Kong : Enrich Publishing.
- FONG, Brian C. H. 2013. « State-Society Conflicts under Hong Kong's Hybrid Regime: Governing Coalition Building and Civil Society Challenges ». *Asian Survey* 53 (5) : 854-82.
- FONG, Brian C. H. 2017. « One Country, Two Nationalisms: Center-Periphery Relations between Mainland China and Hong Kong, 1997-2016 ». *Modern China* 43 (5) : 523-56.
- GANDHI, Jennifer, et Ora John REUTER. 2013. « The Incentives for Pre-electoral Coalitions in Non-democratic Elections ». *Democratization* 20 (1) : 137-59.
- HANDLIN, Samuel. 2017. « State-Mobilized Contention in Bolivarian Venezuela: Regime and State Context and Evolution of State-Mobilized Organizations ». Article présenté dans le cadre de la conférence « State Mobilized Contention: The State-Protest Movement Nexus » à l'Université de Hong Kong.
- IP, Iam-Chong. 2015. « Politics of Belonging: a Study of the Campaign against Mainland Visitors in Hong Kong ». *Inter-Asia Cultural Studies* 16 (3) : 410-21.
- KAEDING, Malte. 2017. « The Rise of "Localism" in Hong Kong ». *Journal of Democracy* 28 (1) : 157-71.
- KU, Agnes S. 2004. « Negotiating the Space of Civil Autonomy in Hong Kong: Power, Discourses and Dramaturgical Representations ». *The China Quarterly* 179 : 647-64.
- KWONG, Ying-ho. 2016. « L'essor du « localisme » à Hong Kong : une nouvelle voie pour le mouvement démocratique ? ». *Perspectives chinoises* 2016 (3) : 65-70.
- LAM-KNOTT, Sonia. 2018. « Anti-Hierarchical Activism in Hong Kong: The Post - 80s Youth ». *Social Movement Studies* 17 (4) : 464-70.
- LEE, Francis LF. 2015. « Internet, Citizen Self-mobilization, and Social Movement Organizations in Environmental Collective Action Campaigns: Two Hong Kong Cases ». *Environmental Politics* 24 (2) : 308-25.
- LUST-OKAR, Ellen. 2005. *Structuring Conflict in the Arab World: Incumbents, Opponents, and Institutions*. New York : Cambridge University Press.
- MA, Ngok. 2005. « Civil Society in Self-Defense: the Struggle against National Security Legislation in Hong Kong ». *Journal of Contemporary China* 14 (44) : 465-82.
- MA, Ngok. 2011. « Hong Kong's Democrats Divide ». *Journal of Democracy* 22 (1) : 54-67.
- PASSION TIMES. 2016. 雨傘失敗錄 (*Yusan shibai lu*, The Failure of Umbrella Revolution). Hong Kong : Passion Times.
- ROBERTSON, Graeme B. 2011. *The Politics of Protest in Hybrid Regimes: Managing Dissent in Post-Communist Russia*. New York : Cambridge University Press.
- SEWELL, William H. Jr. 2005. *Logics of History: Social Theory and Social Transformation*. Chicago : University of Chicago Press.
- VEG, Sebastian. 2017. « The Rise of "Localism" and Civic Identity in Post-Handover Hong Kong: Questioning the Chinese Nation-State ». *The China Quarterly* 230 : 323-47.
- YUEN, Samson, et Edmund W. CHENG. 2017. « Neither Repression nor Concession? A Regime's Attrition against Mass Protests ». *Political Studies* 65 (3) : 611-30.
- YUEN, Samson. 2018. « Contesting Middle-class Civility: Place-based Collective Identity in Hong Kong's Occupy Mongkok ». *Social Movement Studies* 17 (4) : 393-407.